

**Commentaires sur le rapport préliminaire de la Direction Générale de la
Concurrence rédigé suite à l'enquête concernant le secteur de l'énergie.**

Solvay est un groupe chimique et pharmaceutique international, qui emploie plus de 30000 personnes dans le monde et qui est présent dans la plupart des pays de l'Union Européenne. En tant que consommateur sensible aux coûts de l'énergie dans ses prix de revient, Solvay est fortement préoccupé par l'augmentation considérable des prix de l'électricité et du gaz qui a suivi l'ouverture à la concurrence de ces deux marchés. Cette situation compromet notre compétitivité au niveau international par rapport à des concurrents qui ont accès à des prix d'énergie plus faibles.

Commentaires généraux

D'une façon globale, nous pensons que les accès aux infrastructures essentielles (réseaux de transport et de distribution, installations de stockage et terminaux méthaniers) devraient être régulés et fournis à prix compétitifs dans tous les pays européens. Les pouvoirs des Autorités de Régulation de l'Energie devraient être étendus et renforcés.

En particulier, celles-ci devraient :

- Ø **définir la structure et les niveaux de prix des tarifs d'accès à toutes les infrastructures du domaine régulé.**
- Ø **décider les investissements dans les réseaux de transport nécessaires pour résorber les congestions.**
- Ø **élaborer les conditions générales des contrats d'accès aux infrastructures du domaine régulé.**

Vous trouverez ci-dessous, nos commentaires sur les cinq principaux obstacles qui ont été identifiés par la commission et qui empêchent un fonctionnement normal du marché.

1 Concentration du marché

Aujourd'hui les marchés nationaux restent largement dominé par les fournisseurs historiques et il est très difficile d'obtenir des offres concurrentielles de plusieurs fournisseurs.

- Ø *Tant que cette situation perdurera, nous demandons à la Direction Générale de la concurrence en collaboration avec les gouvernement nationaux de s'assurer que les prix des contrats de fourniture de gaz naturel reflètent les coûts réels de toute la chaîne d'approvisionnement.*

2 Verrouillage vertical

2.1 Réseaux de transport et de distribution

Lorsque le gestionnaire des réseaux de transport et de distribution faisait partie d'une entreprise intégrée, la Directive 2003/55/CE a imposé une simple séparation juridique. Cette séparation juridique (qui n'est pas effective aujourd'hui dans tous les pays européens) n'apporte pas toutes les garanties nécessaires à une totale indépendance. Le gestionnaire pourrait élaborer ses plans d'investissement dans de nouvelles capacités de transport de façon à favoriser le développement de sa maison mère et empêcher l'arrivée de nouveaux entrants sur le marché en maintenant des congestions aux points clés du réseau de transport.

- Ø **Pour garantir une totale indépendance des gestionnaires de réseaux de transport et de distribution du gaz naturel, ces activités doivent être séparées non seulement juridiquement, mais aussi financièrement par une claire et forte séparation au niveau de la propriété.**

2.2 Stockages

La Directive 2003/55/CE laisse le choix aux Etats Membres entre un accès négocié ou réglementé aux installations de stockage. Dans la plupart des Etats Membres, le choix s'est porté sur un accès négocié.

- Ø **Nous demandons un accès réglementé aux installations de stockage, avec une extension des pouvoirs des Autorités de Régulation (ce type d'accès apporte de meilleures garanties pour les consommateurs).**
- Ø **Nous vous invitons à vérifier que les stockages ne soient pas un moyen utilisé par les fournisseurs dominants pour créer une distorsion de concurrence.**
- Ø **En cas de manque de capacités de stockage, des mécanismes d'allocation aux différents acteurs gaziers doivent être mis en œuvre et des dispositions doivent être prises pour développer de nouvelles capacités de stockage.**

3 Intégration des marchés

3.1 Congestions transfrontalières

Dans de nombreux cas, les nouveaux entrants n'ont pas accès aux capacités de transport transfrontalières car celles-ci restent, en amont (donc non régulées par le pays en aval) et en aval des frontières, réservées aux opérateurs historiques qui disposent de contrats d'approvisionnement de long terme conclus avant la libéralisation. Les mécanismes permettant de résorber les congestions transfrontalières sont inadéquats voire inexistantes.

- Ø **Les pouvoirs des autorités de régulation de l'énergie devraient être renforcés afin que celles-ci puissent décider des investissements ou des aménagements à réaliser sur les réseaux de transit et de transport afin de supprimer les distorsions existantes.**

3.2 Accès aux terminaux méthaniers

Aujourd'hui, toutes les capacités primaires des terminaux méthaniers sont réservées pour des périodes de 15 à 20 ans. Les nouveaux entrants ne peuvent pas ou très difficilement en réserver. Ils doivent obligatoirement réserver des capacités de court terme sur le marché secondaire. Les nouveaux entrants ne peuvent donc pas s'engager pour du moyen terme avec les consommateurs, car ils ne sont certains de pouvoir disposer des capacités le moment venu.

- Ø **Les dérogations permettant aux opérateurs historiques de conserver leurs droits pendant encore de nombreuses années doivent être supprimées et une partie des capacités primaires remises en vente sur le marché.**

4 Transparence

Aujourd'hui, très peu d'informations sur le marché du gaz sont publiées. Lorsqu'elles le sont, c'est généralement beaucoup trop tard et elles ne permettent donc pas aux consommateurs d'anticiper suffisamment leur prise de décision.

- Ø **Publication journalière des données concernant les infrastructures gazières essentielles (situation et disponibilité, entretiens sur réseaux de transport, stockages et terminaux méthaniers) permettant à tous les acteurs de disposer du même niveau d'information.**

5 Formation des prix

5.1 Prix du gaz

Les opérateurs gaziers font référence de plus en plus souvent référence à des prix soi-disant de marché (Platt's, Argus,...) déconnectés des prix des produits pétroliers alors que dans la plupart des contrats amont avec les producteurs, les prix sont liés aux dérivés du pétrole. Les plateformes d'échange auxquels, les opérateurs gaziers font référence ont des mécanismes de formation des prix opaques dont il est très difficile de connaître les sous-jacents.

- Ø *Nous demandons que toute publication d'indices ou des prix soit relative à des opérations réelles conclues et soit régulièrement contrôlée pour éviter qu'elle soit utilisable par les acteurs dominants dans un but d'orientation, voire de fixation des prix futurs*
- Ø *Les contrats bilatéraux entre opérateur et consommateur doivent rester prépondérants dans l'approvisionnement des consommateurs industriels et leurs prix indexés sur les produits pétroliers.*

5.2 Prix du transport

Les valeurs retenues pour la rémunération des investissements réalisés dans les réseaux de transport sont généralement beaucoup plus élevées que les taux des marchés financiers. Elles ne correspondent pas aux valeurs communément retenues pour ce type d'activité sans risque commercial.

Ø *Nous préconisons que les tarifs prennent en compte des marges bénéficiaires équitables, calculées selon la méthode du WACC (Weighted average Cost of Capital). Cette méthode de calcul a été retenue par la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz en Belgique*